



## Les relations franco-allemandes : entre passion et crépuscule<sup>1</sup>

Dans une interview accordée le 3 mai 2013 à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Julia Kristeva, présentée comme psychanalyste, essayiste et romancier, demande à l'Europe de s'occuper de son identité culturelle : « Sur mon divan, l'Europe devrait de demander ce qu'elle est et où elle va. L'Europe n'a pas compris que son identité culturelle représente une chance exceptionnelle. » (*Auf meiner Couch müsste Europa sich fragen, was es ist und wohin es geht. Europa hat nicht verstanden, dass seine kulturelle Identität eine außergewöhnliche Chance darstellt.*) Un an plus tôt, dans un manifeste, publié le 31 mai 2012 dans *Le Monde* et la *Süddeutsche Zeitung* sous le titre « Europe : Lettre aux nouvelles générations », l'écrivain et essayiste Camille de Tolède revendiquait : « Non plus seulement le poids de la mémoire, mais une poésie qui définit un horizon, pour l'avenir. » L'exigence d'un « espace poétique » européen (de Toledo)

\*. Professeur à l'Université d'Osnabrück et à l'Université Humboldt de Berlin.

1. Nous avons choisi de faire de cet article l'éditorial de ce numéro d'*Allemagne d'aujourd'hui* en raison de sa valeur informative et de la pertinence de son analyse. Il nous a paru par ailleurs intéressant de publier un point de vue allemand sur les politiques culturelles de la France et de l'Allemagne. La contribution de W. Asholt paraît également en Allemagne dans *Villa Europa*, No 4/2013, publiée par les Presses universitaires de la Sarre : voir < [http://universaar.uni-saarland.de/journals/index.php/villa\\_europa](http://universaar.uni-saarland.de/journals/index.php/villa_europa) >

ou d'une culture européenne de « la mise en question » et de la déconstruction de ses propres normes, n'est pas un luxe que l'Europe peut se permettre grâce à son niveau économique et social, ou un dernier recours quand l'économie ne marche plus très bien et que le modèle social semble menacé ; pour eux, c'est la culture et aussi la littérature qui représentent le projet européen. Ce n'est pas un hasard si les deux essayistes revendiquent « la naissance d'un citoyen européen plurilingue » (Kristeva) ou « une poésie européenne de l'entre-deux-langues » (de Toledo).

Avec ces bonnes intentions et ces revendications plus que justifiées, on ne peut être que tout à fait d'accord. Mais est-ce que la réalité européenne permet aux gens de bonne volonté de croire aux chances de réalisation d'une telle vision européenne, si nécessaire qu'elle soit ? Pour ne pas courir le risque de rester dans le vague des bonnes intentions et des déclarations officielles, et comme il n'existe pas de politique culturelle européenne, un regard critique sur les relations culturelles franco-allemandes doit servir de « test ». Si ces relations se révèlent au moins satisfaisantes, on aurait un modèle en miniature de ce que pourrait devenir une culture européenne. Et d'autre part, si ces relations n'étaient pas à la hauteur des attentes, on aurait quelques difficultés à imaginer un grand saut en avant résolvant

à un niveau européen toutes les difficultés concrètes de l'entre-deux-langues et cultures.

Dans son avant-propos intitulé « L'Allemagne : une « passion » française » dans le numéro 3 (2012) de *Villa Europa*, Maurice Gourdault-Montagne, ambassadeur de France en Allemagne, cite Romain Gary constatant que « le sentiment d'appartenance à un pays ou à un continent est d'abord culturel » et cela vaut aussi, me semble-t-il, pour la connaissance et la compréhension de l'autre des deux côtés du Rhin. Et l'ambassadeur a tout à fait raison quand il ajoute : « C'est ce dialogue, interculturel donc, que des institutions telles que le Goethe-Institut en France et l'Institut français en Allemagne servent fondamentalement. » Ce dialogue interculturel est un travail de Sisyphe qui revendique des efforts perpétuels et exige une longue durée et une grande continuité. Il ne faut donc pas regretter un âge d'or des relations franco-allemandes, qui n'a probablement jamais existé, mais essayer de développer des initiatives nouvelles, tenant compte du profond changement de la situation grâce à la mondialisation et grâce aux moyens de communication nouveaux.

Cela ne doit pourtant pas empêcher une appréciation critique des relations culturelles actuelles. Les signes se multiplient que les bases de ces relations sont de plus en plus mises en question. Cela concerne aussi bien, malgré toutes les tentatives répétées, l'apprentissage de la langue de l'autre dans les écoles, peut-être moins dans le primaire mais en tous cas dans le secondaire où le statut de l'allemand en France est beaucoup plus menacé que celui du français en Allemagne. Dans les universités françaises, la situation des études de germanistique est dramatique, depuis une dizaine d'années, les littératures et cultures de langue allemande comme discipline universitaire sont abandonnées dans la plupart des universités de province ; le dernier exemple étant l'arrêt planifié des filières de licence à Tours. Heureusement, la situation des études françaises (et francophones) en Allemagne est meilleure : jusqu'à maintenant, des fermetures ont pu être évitées et à Hanovre

on ouvre à nouveau le département de langues romanes.

La situation de la littérature française en Allemagne et de la littérature allemande en France n'est peut-être pas désastreuse mais la littérature allemande contemporaine n'intéresse plus en France comme il y a trente ou vingt ans et la situation de la littérature française d'aujourd'hui en Allemagne n'est pas meilleure. Au moins pour la littérature, le « dialogue interculturel » se passe donc sur une base précaire et les connaissances littéraires de l'autre, vu l'attitude de la critique allemande et malgré le « renouveau » du roman contemporain, n'ont pas beaucoup évolué depuis cette appréciation d'un journaliste de la FAZ en 1989, quand la France fut la nation invitée de la Foire du Livre de Francfort : « Il ne se passe plus rien d'intéressant ; seulement les Français ne s'en sont pas encore rendu compte. »

Malheureusement, cette incompréhension mutuelle n'est pas limitée à l'apprentissage de la langue de l'autre ou, tout en y étant intimement lié, à la littérature. La discussion autour de l'exposition « De l'Allemagne. 1800 – 1939 » livre un exemple presque complet des malentendus franco-allemands. Les critiques allemands qui ont déclenché le débat y voient présentés des préjugés concernant un siècle et demi de l'art allemand et, le fait que le directeur du Louvre, Henri Loyrette, justifie la date limite de 1939 qui n'a aucune importance dans l'histoire de l'art (allemand) en déclarant que cette date « parle plus aux Français », montre qu'on est peut-être plus soucieux de confirmer ses propres appréciations – pour ne pas parler de préjugés – que de poursuivre un dialogue interculturel. Que le directeur du Centre allemand d'histoire de l'art, le partenaire institutionnel du Louvre, se sente obligé de publier un communiqué de presse, précisant que le Louvre l'a exclu de la dernière phase préparatoire de l'exposition, est une confirmation que « Le jardin des malentendus » (Robert Picht et Jacques Leenhardt) fleurit encore même là où on le croyait fermé depuis des expositions comme « Paris-Berlin » en 1978

au Centre Pompidou. Il est vrai que cela se passe dans une phase difficile des relations (politiques) franco-allemandes, où le président de l'Assemblée Nationale déclare dans une interview accordée au *Monde* (26 avril 2013) : « Ce que Hollande appelle « la tension amicale » avec l'Allemagne, pour moi c'est la tension tout court, et, s'il le faut, la confrontation », montre que ces malentendus ne concernent pas seulement le domaine de la culture, même si le président François Hollande a clairement relativisé ces propos lors de sa conférence de presse du 16 mai 2013. Sans entrer dans les détails, il est clair que le style et certaines exigences de la politique économique et financière de l'Allemagne ont provoqué de telles réactions. Mais cette politique, tout comme certaines prises de position de politiciens et intellectuels français, semble n'avoir rien compris à la nécessité d'un dialogue interculturel, comme en témoigne Emmanuel Todd dans une interview publiée dans *Marianne* (12 mai 2013) : « D'autant que ce pays [l'Allemagne] est, à l'insu de nos chefs, dans une logique de puissance. Le seul obstacle à une hégémonie durable en Europe, pour l'Allemagne, aujourd'hui comme hier, c'est la France, tant qu'elle ne sera pas définitivement à terre économiquement. » Retomber dans la confrontation franco-allemande fait preuve d'une méconnaissance et d'une ignorance du fait que « le sentiment d'appartenance à un pays ou à un continent est d'abord culturel ». Ignorer les susceptibilités culturelles de l'un comme de l'autre va à la longue augmenter les distances entre les deux cultures et créer les conditions favorables à la multiplication des malentendus. Que tout cela se passe l'année même du cinquantenaire du Traité franco-allemand est une ironie de l'histoire mais nous savons aussi que les malentendus commençaient immédiatement avec la ratification de ce traité par le parlement de la RFA. C'est comme s'il existait une séparation des genres : d'un côté les cérémonies plus ou moins symboliques pour faire l'apologie des acquis de la compréhension mutuelle et de l'autre la pratique politique quotidienne, que ce

soit dans le domaine de l'enseignement des langues ou de la politique tout court. Nous avons essayé, il y a un an, de réagir à cette situation prévisible avec un appel « Pour un renouveau des relations franco-allemandes » publié dans *Le Monde* (28 juin 2012), mais par aucun journal national allemand : une preuve de plus que les responsabilités se trouvent des deux côtés du Rhin. La nécessité d'un renouveau est pourtant plus grande que jamais.

C'est dans ce contexte qu'on pouvait lire à la page « Culture & style » du *Monde* du 26 avril 2013 une notice avec le titre « À Berlin, la « Maison de France » est à vendre ». Cette maison, située au Kurfürstendamm, n'héberge pas seulement l'Institut français de Berlin, mais aussi le « Cinéma Paris », des lieux d'exposition, une salle de lecture de journaux, un restaurant etc. Les futurs locaux de l'Institut, « situés au cœur de l'ancien Berlin-Est » seront transférés en fait dans les locaux de l'ambassade et peut-être le « nouveau public » que « les futurs locaux permettront d'attirer » sera plus celui des habitués d'ambassade que celui de centres culturels. Ce que *Le Monde* ne disait pas (ou ne savait pas), c'est que la présence française en Allemagne sera réduite de 30 postes, dont 9 postes dans la partie culturelle : belle preuve de l'importance de ce domaine. La France fusionne les Instituts de Düsseldorf et de Cologne, de Dresde et de Leipzig : ce qui ne ménage pas les susceptibilités locales... Deux postes disparaîtront à Tübingen et à Kiel, ou les Instituts sont pratiquement fermés. Trois postes consacrés à la coopération universitaire vont disparaître, parmi eux celui qui s'occupe de Berlin et des « nouveaux » Länder. Et un autre poste disparaît dans le service culturel de l'ambassade où un autre poste a déjà été supprimé.

On se demande quelles seraient les réactions en France si l'Allemagne vendait l'immeuble du Goethe-Institut, situé avenue d'Iéna où les prix de l'immobilier sont probablement plus élevés qu'au Kurfürstendamm. Et on se demande pourquoi on met en route de telles mesures justement l'année du cinquantenaire du traité franco-

allemand. Il faut pourtant se souvenir que le gouvernement Schröder a fermé en 1998 le Goethe-Institut de Marseille et que même la fermeture de l'Institut parisien fut envisagée. Si aujourd'hui, il existe encore les Instituts Goethe de Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Nancy, Strasbourg et Toulouse, dans le centre comme dans le sud-est de la France, il n'y a plus de représentation culturelle allemande et une partie de ces Instituts (comme certains Instituts français en Allemagne) sont désormais financés par les municipalités et l'industrie locale.

On pourrait penser qu'une partie des Instituts (en Allemagne ou en France) ne seraient plus nécessaires si le « dialogue interculturel » franco-allemand faisait partie intégrante des deux sociétés. Les exemples cités montrent cependant que c'est loin d'être le cas. Et le programme exceptionnel d'un Institut comme celui de l'avenue d'Iéna est la preuve qu'on peut concrètement et efficacement développer ce dialogue. La réalité des réductions aura des conséquences graves pour la connaissance et la compréhension de la culture de l'autre. Les malentendus, qu'on croyait au moins avoir diminués après cinquante ans de relations intenses, risquent d'augmenter et de s'installer de nouveau durablement, accompagnés de « confrontations » inutiles sinon menaçantes. Il semble que ce soit une illusion de croire que la France et l'Allemagne pourraient coordonner leur politique et leur présence culturelles. Chacun y va de son côté, sans consultation mutuelle et sans vision d'ensemble. En Allemagne en 1998 et en 2001 et en France aujourd'hui,

les soi-disant « efforts budgétaires » décident des structures et des possibilités du dialogue interculturel, tenu pour essentiel dans les déclarations officielles.

Dans son discours de remerciement pour le Prix Maître Eckhart à Cologne, le 3 mai 2012, Michel Serres a formulé un « plaidoyer pour l'union » de la France et de l'Allemagne pour établir « une nouvelle coexistence » ouvrant de « nouveaux espaces communs ». Un an plus tard, c'est plutôt la distance entre les deux pays qui va grandissant, l'utopie d'un « dialogue interculturel » vivant (Gourdault-Montagne), comme partie essentielle d'une identité culturelle européenne (Kristeva), pour ne pas parler de celle d'une « poétique européenne de l'entre-deux-langues » (de Toledo) risque de s'éloigner de plus en plus par la *realpolitik* dans les écoles, dans les universités, dans les Instituts d'un côté et de l'autre, pour ne pas parler de la politique politicienne. Peut-être le prix à payer à moyen terme sera-t-il plus élevé que le « produit de la vente » d'un immeuble du Kurfürstendamm (ou même de l'avenue d'Iéna). L'année prochaine, les commémorations du centenaire du début de la Grande Guerre vont être l'occasion de souligner les acquis du Traité de l'Élysée. Mais cette mémoire du passé devrait être accompagnée d'une vision d'avenir ou pour le dire avec Tocqueville : « Quand le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres. »

- Wolfgang ASHOLT -